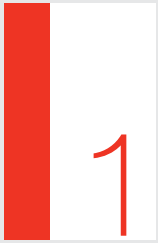


RAPPORT FINANCIER
SEMESTRIEL
AU 30 JUIN
2014

1	Rapport semestriel d'activité	1
	Contexte général	2
	Événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et incidence sur les comptes semestriels	2
	Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice	7
	Principales transactions entre parties liées	9
	Mise à jour des prévisions et des objectifs	9
2	Comptes semestriels consolidés résumés	11
	État du résultat net consolidé	12
	État du résultat global consolidé.....	13
	État de la situation financière consolidée	14
	État des variations des capitaux propres consolidés	15
	Tableau des flux de trésorerie consolidés	16
	Notes aux états financiers consolidés résumés	17
	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	35
	Attestation du Responsable du Rapport financier semestriel	36



Rapport semestriel d'activité

Contexte général	2
1. Événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et incidence sur les comptes semestriels	2
2. Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice	7
3. Principales transactions entre parties liées	9
4. Mise à jour des prévisions et des objectifs	9

Contexte général

2013 a été marquée en France par un secteur des ESN en légère décroissance de 0,2 % (source Syntec Numérique). Cette année, le démarrage est légèrement meilleur avec une faible croissance autour de 1 % anticipée pour 2014. Au niveau européen, on note une certaine disparité entre les pays du Nord qui ont retrouvé une croissance dynamique et les pays de sud en croissance faible.

Au premier plan de cette crise, le Secteur Public subit des coupes budgétaires importantes et celui des télécommunications

(agité avec l'achat de SFR par Numericable) est toujours en restructuration. À l'opposé, certains secteurs comme la finance, du fait de l'impact des évolutions réglementaires et des investissements dans la banque digitale continuent à investir.

La pression sur les prix ne se dément pas et le recours à l'*Offshore* se poursuit avec une croissance moins forte qu'escompté du fait des difficultés linguistiques.

1. Événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et incidence sur les comptes semestriels

1.1. Événements importants

1.1.1. ACQUISITIONS

a. COR&FJA Banking Solutions GmbH

Sopra a finalisé le 18 février 2014 l'acquisition de 100 % des actions de la société allemande COR&FJA Banking Solutions GmbH renforçant ainsi la position de sa filiale Sopra Banking Software à l'international.

Cette acquisition permet à Sopra Banking Software de servir sa stratégie à l'international en s'établissant sur le marché allemand. Les références de COR&FJA Banking Solutions, combinées à l'expertise reconnue de Sopra Banking Software, permettent de proposer une offre sectorielle nouvelle à un portefeuille client élargi.

COR&FJA Banking Solutions GmbH opère en tant que filiale indépendante depuis une réorganisation interne de sa maison mère intervenue à l'été 2013. Le chiffre d'affaires généré par COR&FJA Banking Solutions GmbH était de 23,3 M€ sur l'exercice 2012, dont 10,3 M€ en maintenance.

Les activités de COR&FJA Banking Solutions GmbH sont entrées au périmètre de consolidation depuis le 1^{er} janvier 2014.

Cette société a été renommée en Sopra Banking Software GmbH.

b. HR Access Service

Sopra, par l'intermédiaire de sa filiale Sopra HR Software, a finalisé le 30 juin 2014 l'acquisition de l'activité HR Access Service jusqu'alors détenue par IBM France. Cette acquisition permet au

Groupe d'accélérer de manière significative le déploiement de sa stratégie autour des solutions dédiées aux Ressources Humaines.

L'activité HR Access Service offre à Sopra une proximité renforcée avec sa clientèle et une expertise enrichie sur le marché des services associés aux solutions dédiées aux Ressources Humaines.

Cette nouvelle entité intègre ainsi Sopra HR Software. Le chiffre d'affaires *pro forma* de l'ensemble des activités RH du groupe Sopra devrait atteindre 150 M€ sur l'exercice.

La transaction a pris la forme d'une cession partielle de fonds de commerce.

1.1.2. SIGNATURE D'UN ACCORD INDUSTRIEL ET COMMERCIAL AVEC CS COMMUNICATION & SYSTÈMES

Sopra a signé le 6 juin 2014 un accord industriel et commercial avec la société CS Communication & Systèmes, partenaire de longue date de Sopra. L'objectif principal de cet accord est l'amélioration et le renforcement de la performance globale via, notamment, le développement des coopérations industrielles et commerciales existantes dans les domaines de l'Aéronautique et de la Défense ou l'établissement de nouveaux champs de collaboration pour les activités Sécurité, Spatial et Énergie.

Suite à cet accord, Sopra a souscrit en juillet 2014 à une émission d'obligations convertibles ouverte aux actionnaires de CS à hauteur de 8 028 000 €, avec conclusion d'un accord avec l'actionnaire majoritaire de CS Communication & Systèmes à des conditions usuelles.

1.1.3. PROJET DE RAPPROCHEMENT AMICAL DE SOPRA ET DE STERIA POUR CRÉER UN LEADER EUROPÉEN DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

Sopra et Steria ont annoncé le 8 avril 2014 leur intention de créer, en réalisant le projet de rapprochement, un leader européen des services du numérique.

Ce projet permettrait au nouveau groupe d'atteindre les objectifs suivants :

- un chiffre d'affaires combiné de 3,1 Mrd€ et un groupe de plus de 35 000 collaborateurs implanté dans 24 pays au service de grands clients internationaux ;
- de très fortes complémentarités métiers et géographiques permettant de construire un des portefeuilles d'offres les plus complets du marché ;
- une activité Solutions et Business Process Services représentant 25 % des revenus ;
- une opération créatrice de valeur qui s'appuie sur des synergies de revenus significatives et des économies opérationnelles annuelles de 62 M€ ;
- une gouvernance équilibrée, Pierre Pasquier assurant la Présidence du Conseil d'administration et François Enaud la Direction Générale ;
- un nouveau projet entrepreneurial soutenu par un actionariat de référence stable et un pacte d'actionnaires entre Sopra GMT et Soderi.

Calendrier prévisionnel et conditions de l'opération

Ce projet de rapprochement a pris la forme d'une offre publique d'échange amicale et volontaire initiée par Sopra sur la totalité des actions de Steria sur la base d'une (1) action Sopra pour quatre (4) actions Steria.

Le calendrier indicatif de l'OPE est le suivant et a été confirmé le 17 juillet par l'AMF. Cette confirmation fait suite à la décision de la Commission européenne en date du 14 juillet 2014 autorisant l'opération de rapprochement entre Sopra et Steria au titre du contrôle des concentrations :

- 26 juin 2014 : ouverture de l'OPE ;
- 30 juillet 2014 : clôture de l'OPE ;
- 6 août 2014 : publication de l'avis de résultat définitif de l'Offre par l'AMF ;
- 12 août 2014 : règlement livraison des titres apportés ;
- 18 août 2014 : réouverture de l'Offre ;
- 5 septembre 2014 : clôture de l'Offre Réouverte ;
- 12 septembre 2014 : publication de l'AMF de l'avis de résultat définitif de l'Offre Réouverte ;
- 18 septembre 2014 : règlement-livraison de l'Offre Réouverte.

L'Offre est soumise à la condition de l'apport à l'Offre d'actions représentant, à la date de clôture, au moins 60 % du capital social et des droits de vote de Steria, sur une base totalement diluée (le « Seuil de Réussite »).

Le Conseil d'administration de Soderi, l'associé commandité de Steria, ainsi que le Conseil de surveillance de Steria et le Conseil d'administration de Sopra ont approuvé ce projet de rapprochement et lui apportent leur soutien.

Les deux entreprises partagent des cultures d'indépendance et de croissance et un grand respect mutuel. L'idée d'une combinaison

de leurs forces a toujours eu du sens. L'accélération de la révolution numérique et les nouveaux modes de consommation du service engendrent une mutation profonde de notre marché. Dans ce contexte, ce rapprochement viserait à apporter les meilleures solutions de transformation à nos clients pour leur adaptation au monde numérique. L'alliance de Sopra et de Steria permettrait de constituer l'un des portefeuilles d'offres les plus complets du marché, des solutions logicielles à l'exécution des processus métiers. Ce projet industriel bénéficierait également aux salariés des deux entités qui pourraient évoluer vers de nouveaux métiers et de nouvelles compétences et aux actionnaires qui pourraient accompagner un projet structurant, créateur de valeur.

Une gouvernance équilibrée et un actionariat de référence stable

Le nouveau groupe fonctionnerait avec une gouvernance équilibrée dans le cadre d'un projet de rapprochement entre égaux.

La présidence de son Conseil d'administration serait assurée par Pierre Pasquier et la fonction de Directeur Général par François Enaud. Au sein du Conseil d'administration, Sopra et Steria seraient représentés par quatre administrateurs chacun auxquels s'ajouteraient des membres indépendants et des représentants des salariés.

Le capital du nouvel ensemble serait structuré autour d'un bloc représentant les fondateurs et certains des managers de Sopra pour un total d'environ 22 % du capital, d'un bloc représentant GENINFO à hauteur de 7 % du capital et, et par ailleurs, d'un bloc représentant d'anciens et actuels actionnaires salariés de Steria à hauteur de 10 % du capital. L'ensemble des blocs décrits ci-dessus représenterait 39 % du capital. Cette structure actionnariale serait matérialisée par un pacte d'actionnaires entre Sopra GMT et Soderi, ce dernier représentant les anciens actionnaires salariés de Steria.

De très fortes complémentarités métiers et géographiques

D'un point de vue industriel, ce projet de rapprochement de Sopra et de Steria répond aux mutations profondes du marché induites par la révolution numérique et les nouveaux modes de consommation du service. Il permettrait de faire évoluer le positionnement du nouveau groupe de « Développeur-Intégrateur de systèmes » à « Créateur-Opérateur de services » ayant la taille critique, capable d'apporter les meilleures solutions de transformation à ses clients. Le portefeuille d'offres serait l'un des plus complets du marché.

Le nouveau groupe réaliserait 25 % de son chiffre d'affaires annuel dans le domaine des solutions et du Business Process Services, activités dont les niveaux de croissance et de rentabilité sont les plus élevés à la fois pour Sopra et pour Steria. Cette proportion augmenterait rapidement, tant par croissance organique que par le biais des synergies liées au rapprochement ou par celui de la croissance externe.

En termes de métiers et de géographies, la complémentarité des deux entités est très forte. Sopra apporte la puissance de son organisation en France, la force de ses produits dans le domaine de la banque, des Ressources Humaines ou de l'immobilier et l'efficacité de son modèle dans la gestion applicative. De son côté, Steria apporte son dispositif international (Europe et Asie) avec un ancrage fort au Royaume-Uni, la pertinence de son offre dans le Business Process Services ainsi que son expertise en gestion d'infrastructures informatiques.

L'outil de production industriel ressortirait significativement renforcé avec un dispositif de centres de services *Offshore* et *nearshore* représentant un effectif d'environ 8 000 personnes dont plus de 6 000 en Inde.

Une opération créatrice de valeur qui s'appuie sur des synergies fortes

Le renforcement du positionnement concurrentiel et la complémentarité des offres et des implantations géographiques permettraient d'accélérer la croissance du chiffre d'affaires. Par exemple, Sopra pourrait profiter des positions européennes de Steria pour accélérer la commercialisation et le déploiement de ses solutions logiciels ; Steria, pour sa part, pourrait s'appuyer sur la capacité *Offshore* de Sopra en Inde pour ses clients français. Le projet de rapprochement devrait également générer des synergies opérationnelles de 62 M€ par an à partir de 2017. L'opération devrait être neutre sur le Bénéfice par Action (avant dilution) en 2015 et fortement relative dès 2016.

L'ambition est de former un groupe capable de générer une croissance organique forte avec pour objectif d'atteindre un chiffre d'affaires supérieur à 4 Md€ et d'améliorer progressivement la marge opérationnelle d'activité pour s'approcher de 10 %.

1.1.4. ÉVOLUTION DE LA GOUVERNANCE DU GROUPE

a. Évolution de la Direction Générale

Le Conseil d'administration de Sopra, réuni le 15 avril 2014, a approuvé la nomination de Vincent Paris en tant que Directeur Général du Groupe en remplacement de Pascal Leroy en place jusqu'au 30 avril 2014. Cette nomination a été effective au 1^{er} mai.

Vincent Paris, jusqu'à présent Directeur Général Délégué, assure la gestion opérationnelle de Sopra jusqu'à la réalisation effective de l'opération de rapprochement amical avec Steria, prévue dans le courant de l'été.

Vincent Paris, 49 ans, a rejoint Sopra Group dès sa sortie de l'école Polytechnique en 1987 et y a fait toute sa carrière à l'exception d'un bref passage dans une filiale informatique du groupe Vivendi.

Après avoir débuté au sein de la division Banque & Finance chez Sopra Group, il a occupé différents postes de responsabilité en province. En 2006, il a pris la Direction de la division Secteur Public et, à partir de 2010, il a supervisé l'ensemble des divisions parisiennes. Depuis 2011, Vincent Paris est membre du Comité Exécutif et dirige les activités françaises de Sopra Group.

Comme annoncé publiquement et sous réserve d'aboutissement du projet de rapprochement amical entre Sopra et Steria, Pierre Pasquier présidera le Conseil d'administration du nouvel ensemble Sopra Steria Group dont François Enaud sera nommé Directeur Général et Vincent Paris Directeur Général Délégué.

b. Évolution du Conseil d'administration

I ÉVOLUTIONS INTERVENUES AU COURS DU SEMESTRE DANS LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nominations	Décisions de l'Assemblée Générale du 27 juin 2014
	<i>Avec prise d'effet immédiate, pour une durée de quatre ans :</i>
	■ Sopra GMT (représentée par Madame Kathleen CLARK-BRACCO)
	■ Monsieur Eric PASQUIER
	■ Madame Marie-Hélène RIGAL-DROGERYS
	<i>Sous condition suspensive de réussite de l'offre publique d'échange visant les titres Groupe Steria SCA, pour une durée de quatre ans :</i>
	■ Madame Astrid ANCIAUX
	■ Monsieur François ENAUD
	■ Monsieur Eric HAYAT
	■ Monsieur Jean-Bernard RAMPINI
Démissions	Madame Kathleen CLARK-BRACCO (en raison de sa nomination en tant que représentant permanent de Sopra GMT)
Cooptations	Néant

c. Droit de vote double

L'Assemblée générale du 27 juin 2014 a adopté la résolution n° 29 visant le rétablissement du droit de vote double pour les actions justifiant d'une inscription au nominatif depuis au moins deux ans.

Sopra GMT s'est engagé dans un pacte d'actionnaires à ne faire usage de ces droits de vote double qu'en cas d'accord avec le Conseil d'administration. Ce dernier dressera un bilan de l'utilisation de ce droit de vote double dans deux ans.

Suite à la publication de la Déclaration de droit de vote au 7 juillet 2014 les déclarations de franchissement de seuil ont été déposées auprès de l'AMF.

1.2. Activité des six premiers mois

Les comptes semestriels consolidés ont fait l'objet d'un examen limité des Commissaires aux comptes. En ce début d'année, Sopra réalise une performance solide, marquée par la croissance et l'amélioration du niveau de rentabilité. La confiance que les clients accordent au Groupe permet de surperformer dans un environnement économique très difficile. À ce stade de l'exercice,

le Groupe est en mesure de confirmer l'ensemble de ses objectifs annuels. Ce premier semestre a été caractérisé par :

- un chiffre d'affaires en croissance totale de + 9,3 % et organique de + 4,5 % ;
- une marge opérationnelle d'activité en hausse de 100 points de base à 7,2 %.

1.2.1. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

	Premier semestre 2014		Premier semestre 2013	
	M€	%	M€	%
Chiffre d'affaires	722,3		661,0	
Charges de personnel – Collaborateurs	- 498,8		- 455,4	
Charges de personnel – Extérieurs	- 48,3		- 53,1	
Charges d'exploitation	- 112,7		- 101,2	
Dotations aux amortissements et aux provisions	- 10,3		- 10,0	
Résultat opérationnel d'activité	52,2	7,2 %	41,3	6,2 %
Charges liées aux stock-options et assimilés	- 1,4		- 1,4	
Dotations aux amortissements sur incorporels affectés	- 2,4		- 2,4	
Résultat opérationnel courant	48,4	6,7 %	37,5	5,7 %
Autres produits et charges opérationnels	- 7,8		26,1	
Résultat opérationnel	40,6	5,6 %	63,6	9,6 %
Coût de l'endettement financier net	- 3,2		- 2,4	
Autres produits et charges financiers	- 1,4		-	
Charges d'impôt	- 14,3		- 13,4	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0,5		2,4	
Résultat net avant résultat des activités abandonnées	22,2	3,1 %	50,2	7,6 %
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	-		-	
RÉSULTAT NET	22,2	3,1 %	50,2	7,6 %
Part du Groupe	22,2		50,2	
Intérêts ne conférant pas le contrôle	-		-	

Sur le premier semestre 2014, le chiffre d'affaires s'établit à 722,3 M€, en croissance totale de 9,3 % et organique de 4,5 %. Après un premier trimestre d'excellente qualité, le Groupe a confirmé son bon début d'année avec un chiffre d'affaires de 363,9 M€ au deuxième trimestre, en croissance totale de 7,1 % et organique de 4,7 %.

Le résultat opérationnel d'activité atteint 52,2 M€ sur le semestre, soit une marge de 7,2 %, améliorée de 100 points de base en comparaison au premier semestre 2013.

Le résultat opérationnel courant ressort à 48,4 M€, soit une marge de 6,7 %, après prise en compte des charges liées au plan d'attribution gratuite d'actions et aux stock-options pour (-) 1,4 M€ et de celles liées aux dotations aux amortissements des actifs incorporels affectés pour (-) 2,4 M€.

Les autres charges opérationnelles pour un total de (-) 7,8 M€ dont (-) 4,6 M€ sont attribuables à l'opération de rapprochement avec Steria et (-) 3,2 M€ proviennent des restructurations, font ressortir le résultat opérationnel à 40,6 M€, représentant une marge de 5,6 % contre 9,6 % au premier semestre 2013. Il est rappelé qu'au premier semestre 2013 le Groupe a comptabilisé un écart d'acquisition négatif lié à l'acquisition d'HR Access. Retraitée de cet écart d'acquisition, la marge de l'exercice précédent aurait été de 6,3 %.

Le résultat financier est de (-) 4,6 M€. La charge totale d'impôts s'élève à (-) 14,3 M€.

La quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence, correspondant au pourcentage de participation (25,61 %) détenu dans la société Axway par Sopra, est de 0,5 M€.

Ainsi, le résultat net s'élève à 22,2 M€, soit une marge nette de 3,1 %.

CONSEIL & SERVICES

En France, le chiffre d'affaires du premier semestre s'établit à 393,3 M€ en croissance totale de 3,2 % et organique de 2,5 %. Dans une économie globalement atone, le Groupe a vu sa croissance s'accélérer au deuxième trimestre, portée par de nombreux renouvellements de contrats chez les grands clients. Alors que les budgets n'évoluent que marginalement, Sopra génère de la croissance en gagnant des parts de marché. Le secteur public demeure attentiste mais la demande en provenance des services financiers et de l'industrie est plus soutenue. Le résultat opérationnel d'activité ressort à 32,7 M€, soit une marge de 8,3 % sur la période contre 7,5 % en 2013.

En Europe, le chiffre d'affaires s'établit à 129,9 M€ en croissance totale de 5,7 % et organique de 4,4 %. Le résultat opérationnel d'activité est de 2,7 M€, soit une marge de 2,1 % sur le premier semestre 2014 contre 2,8 % sur l'exercice précédent à la même période. En Espagne, en Belgique et en Suisse, la croissance et la rentabilité sont au rendez-vous, le Royaume-Uni fait preuve de résilience tandis que les filiales italienne et allemande rencontrent des difficultés conjoncturelles qui pèsent sur la performance.

SOLUTIONS

Sopra Banking Software a généré au premier semestre un chiffre d'affaires de 120,7 M€, en croissance totale de 12,0 % (1,6 % en croissance organique) pour une marge opérationnelle de 6,1 % à 7,4 M€. Ces résultats sont le reflet de la stratégie consistant à concilier l'effort d'investissement nécessaire à la mise sur le marché de l'offre et l'objectif, fixé à la filiale, d'atteindre un niveau de rentabilité à deux chiffres sur l'exercice. Alors que les frais de recherche & développement et le déploiement d'équipes commerciales ont pesé sur la profitabilité au premier semestre, plusieurs grands projets impliquant d'importantes ventes de licences en fin d'année devraient permettre à la filiale d'atteindre son objectif annuel de marge opérationnelle supérieure à 10 %.

Les activités « Autres Solutions », qui regroupent les solutions dédiées aux Ressources Humaines et à l'immobilier, ont réalisé un chiffre d'affaires de 78,4 M€ sur le semestre en croissance totale de 59,0 % et organique de 22,3 %. Le niveau de marge se stabilise à 12,0 % et valide la stratégie du Groupe qui s'est récemment traduite par l'acquisition d'HR Access Service, avec l'objectif de développer les services associés autour des solutions.

I PERFORMANCE PAR RÉGION AU 1^{ER} SEMESTRE 2014

	Chiffre d'affaires	Résultat opérationnel d'activité	Marge opérationnelle d'activité	Croissance totale	Croissance organique
	M€	M€	%	%	%
France	393,3	32,7	8,3 %	3,2 %	2,5 %
Europe (hors France)	129,9	2,7	2,1 %	5,7 %	4,4 %
Royaume-Uni	43,6	2,3	5,3 %	3,1 %	- 0,5 %
Espagne	44,3	2,1	4,7 %	17,2 %	17,2 %
Italie	20,9	- 0,4	- 1,9 %	- 8,3 %	- 8,3 %
Autres pays ⁽¹⁾	21,1	- 1,3	- 6,2 %	5,5 %	5,5 %
Sopra Banking Software	120,7	7,4	6,1 %	12,0 %	1,6 %
Autres solutions	78,4	9,4	12,0 %	59,0 %	22,3 %
SOPRA GROUP	722,3	52,2	7,2 %	9,3 %	4,5 %

(1) Autres pays : Allemagne, Belgique, Suisse.

I RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (%)

	1 ^{er} semestre 2014	2013
Services Financiers	36 %	33 %
Services/Transport/Utilities	20 %	20 %
Secteur Public	17 %	16 %
Industrie	14 %	16 %
Télécoms & Média	8 %	10 %
Distribution	5 %	5 %
TOTAL	100 %	100 %

I MOUVEMENT DES EFFECTIFS

	1 ^{er} semestre 2014	2013
Effectifs – France	10 765	10 230
Effectifs – International	6 395	6 060
TOTAL	17 160	16 290
Effectifs début période	16 290	14 310
Intégrations des sociétés acquises	130	900
Recrutements nets	740	1 080
TOTAL	17 160	16 290

I RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR OFFRE (%)

	1 ^{er} semestre 2014	2013
Conseil & Intégration	72 %	76 %
Édition	28 %	24 %
TOTAL	100 %	100 %

1.2.2. SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

Les fonds propres s'élevaient à 361,7 M€. L'endettement net au 30 juin 2014 ressort à 197,3 M€.

La dette nette bancaire, calculée hors dette sur participation de 27,1 M€, s'élève à 170,2 M€. En conséquence, le ratio

d'endettement net sur fonds propres, déterminé hors participation des salariés pour le calcul des covenants bancaires, s'établit à 47,0 %.

La situation financière reste donc excellente et la dette est en parfaite conformité avec les covenants bancaires.

2. Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Le présent document contient des prévisions auxquelles sont associés des risques et des incertitudes concernant la croissance et la rentabilité du Groupe dans le futur. Le Groupe rappelle que, de manière générale, les signatures des contrats de licence, qui représentent souvent des investissements pour les clients, sont plus importantes au deuxième semestre et, de ce fait, peuvent provoquer des effets plus ou moins favorables sur la performance de fin d'année.

La suite des événements ou les résultats réels peuvent différer de ceux qui sont décrits dans le présent document en raison des principaux risques opérationnels décrits dans notre document de référence 2013 déposé à l'AMF le 29 avril 2014 sous le numéro D.14-0434. Indépendamment du risque stratégique de positionnement concurrentiel et de perte de pertinence du *business model*, la Direction Générale, après consultation du Comité Exécutif, a considéré que sur le plan opérationnel, les risques relatifs aux Ressources Humaines, à la production et à l'activité commerciale ainsi que les risques relatifs à la trésorerie constituaient les risques principaux de l'entreprise et devaient par conséquent faire l'objet de plans d'actions continus.

2.1. Risques relatifs aux Ressources Humaines (RH)

Dans une activité de services, confrontée à la rareté de certaines compétences, les risques liés aux Ressources Humaines occupent naturellement une place importante. La performance du processus de recrutement, de la gestion des carrières et des compétences, la permanence des rôles clés, le partage de la culture et des valeurs du Groupe constituent de façon constante des enjeux essentiels.

Parmi les principaux aspects de la gestion RH, se détache tout particulièrement l'utilisation optimale – donc la connaissance fine – des ressources déjà présentes dans le Groupe (leurs compétences, leurs aptitudes, leur potentiel) alors que la taille des entités opérationnelles élémentaires a tendance à grossir.

L'organisation, les outils et processus RH contribuant à la maîtrise de ce risque ont été renforcés au cours des dernières années comme précisé ci-après.

La vision RH servant le Projet d'Entreprise sur les trois années à venir est actualisée chaque année et déclinée au sein de chaque unité. Dans cette perspective, les besoins RH de l'entreprise sont

ainsi exprimés en termes d'effectifs, d'évolution des filières métier et de développement des compétences au plus près des enjeux.

Dans ce cadre, le dispositif d'évaluation et de gestion de carrière permet de partager la connaissance précise des collaborateurs et d'élaborer les plans de développement RH individuels et collectifs en regard des besoins de l'entreprise, des aptitudes des collaborateurs et de leurs souhaits d'évolution.

Ce dispositif s'articule autour des composantes suivantes. L'évaluation sur mission des collaborateurs est réalisée par leurs responsables de mission. Ces évaluations sont prises en compte dans le cadre de l'entretien de carrière annuel du collaborateur (PAP) conduit par le manager de proximité. Les Comités Ressources Humaines (CRH), tenus deux fois par an dans le cadre des cycles d'évaluation et de révision de situation des collaborateurs, réunissent la Direction et l'ensemble des managers de proximité de l'unité. Ils ont notamment pour but de partager la connaissance des collaborateurs, d'évaluer de façon transverse leurs compétences, performances et capacités d'évolution, et d'établir les plans de développement associés. Ces CRH organisés à chaque niveau de décision (agence, division, pays et Groupe) permettent d'assurer la cohérence, l'équité et l'adéquation aux objectifs portés par la vision stratégique RH. Les plans d'actions sont ensuite déployés et pilotés au fil de l'année au sein de chaque entité.

La Direction des Ressources Humaines avec les Responsables RH (RHD) présents dans chaque division anime l'ensemble de ces dispositifs en appui du management.

Face à la croissance des entités opérationnelles, le réseau des managers de proximité au sein de chaque agence, à qui le Directeur d'agence peut déléguer la gestion de carrière de collaborateurs, a été renforcé.

La capacité à faire émerger en nombre suffisant des leaders capables de gérer de très grands programmes complexes du fait de leur volume, des enjeux clients, des technologies et des modes de production tels que l'Offshore conditionne à terme le potentiel de croissance du Groupe.

Un plan ambitieux visant à favoriser l'émergence en interne des futurs grands productifs du Groupe (chefs de projet, architectes, experts...) a conduit à réviser le parcours professionnel, le suivi de l'utilisation des compétences et les conditions d'emploi des collaborateurs engagés dans les filières productives.

La section 2 « Notre responsabilité sociale » du chapitre 4 « Rapport Développement Durable et Responsabilité Sociétale de l'entreprise » du document de référence 2013 présente de façon globale la politique en matière de Ressources Humaines.

2.2. Risques relatifs à la production

Le principal risque réside dans la capacité à exécuter les engagements souscrits auprès de la clientèle en termes de qualité, de délai et de coût : livrer des produits et services conformes aux spécifications, dans les délais prévus et à l'intérieur du budget attribué en particulier dans le cadre des grands programmes clients. La maîtrise des exigences clients et la qualité de la production sont au cœur des enjeux du Groupe.

La maîtrise de ces risques nécessite une parfaite connaissance d'environnements techniques et fonctionnels nombreux et en perpétuelle évolution, la mise en œuvre d'un dispositif de validation préalable sur les plans technique, juridique et financier, une méthodologie éprouvée de conduite des projets, permettant l'intervention de plates-formes de production *Offshore*, et enfin un système de surveillance et de contrôle sur les plans technique et comptable.

Sur un autre plan, le constat de l'importance croissante de l'enjeu lié à la fiabilité des infrastructures informatiques et de communication a conduit à étendre le rôle du Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information au sein de la Direction Industrielle. Cette initiative répond à la nécessité d'associer plus largement l'ensemble des parties prenantes au sein de l'entreprise à l'analyse des risques liés aux Systèmes d'Information et à la définition des plans d'actions dans un contexte d'interdépendance croissante entre entités et sites de production *on* et *Offshore*.

2.3. Risques liés aux relations commerciales avec les grands clients

L'efficacité commerciale dépend de la capacité à mobiliser l'ensemble de la connaissance client alors que la relation avec les grands donneurs d'ordres s'est étendue sur de nombreuses années, a impliqué de nombreux acteurs, appartenant souvent à des unités différentes. Il y a un véritable enjeu dans la maîtrise de cette connaissance qui permet de comprendre et de répondre au mieux aux besoins du client mais aussi de gérer les risques de perte d'un client ou d'un marché majeur.

L'approche commerciale des grands comptes est coordonnée par un dispositif impliquant les membres du Comité Exécutif dans le cadre de grands programmes commerciaux.

2.4. Risques relatifs à la trésorerie

Les résultats obtenus au cours des dernières années dans la maîtrise du besoin en fonds de roulement (BFR) tiennent largement au fait que l'amélioration de la gestion du cycle client est demeurée un objectif de premier plan.

La Direction Administrative et Financière (DAF), responsable du plan de financement prévisionnel, la Direction Juridique et l'ensemble du management opérationnel sont restés mobilisés en vue d'améliorer les performances du Groupe dans ce domaine.

Les efforts de formation ont été poursuivis en direction du management, des ingénieurs commerciaux et des chefs de projet qui, sur le terrain, participent quotidiennement à la mise en œuvre des directives arrêtées en la matière.

La maîtrise de la facturation et des encaissements reste un enjeu de tout premier plan.

Par ailleurs, des aménagements apportés à l'organisation permettent d'assurer une meilleure séparation des fonctions au sein de la DAF et de renforcer la maîtrise du cycle trésorerie.

Enfin, la négociation de lignes de crédit bancaires contribue à la gestion du risque de liquidité.

3. Principales transactions entre parties liées

3.1. Transactions entre parties liées qui ont eu lieu durant les six premiers mois de l'exercice en cours et ont influencé significativement la situation financière ou les résultats de l'émetteur au cours de cette période

Aucune transaction entre les parties liées n'a influencé significativement la situation financière ou les résultats du Groupe au cours des six premiers mois de l'exercice en cours.

3.2. Modifications affectant les transactions entre parties liées décrites dans le dernier Rapport annuel qui pourraient influencer significativement la situation financière ou les résultats de l'émetteur durant les six premiers mois de l'exercice en cours

Aucune modification des transactions entre les parties liées n'a influencé significativement la situation financière ou les résultats du Groupe durant les six premiers mois de l'exercice en cours.

4. Mise à jour des prévisions et des objectifs

Le Groupe confirme ses objectifs annuels fixés dans le cadre de son projet indépendant, à savoir :

- une croissance organique comprise entre 3 % et 5 % ;
- une amélioration de la marge opérationnelle d'activité ;
- une dette nette en fin d'année comprise entre 130 M€ et 160 M€, tenant compte de l'acquisition d'HR Access Service et de la souscription à l'émission d'obligations convertibles de la société CS.



Comptes semestriels consolidés résumés

État du résultat net consolidé	12
État du résultat global consolidé	13
État de la situation financière consolidée	14
État des variations des capitaux propres consolidés	15
Tableau des flux de trésorerie consolidés	16
Notes aux états financiers consolidés résumés	17

État du résultat net consolidé

(en milliers d'euros)	Notes	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013	Exercice 2013
Chiffre d'affaires	4	722 334	661 036	1 348 995
Charges de personnel	5	- 498 778	- 455 362	- 911 911
Achats et charges externes		- 160 578	- 150 249	- 306 294
Impôts et taxes		- 6 979	- 8 098	- 17 625
Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations		- 10 267	- 10 038	- 21 263
Autres produits et charges opérationnels courants		6 503	4 058	17 022
Résultat opérationnel d'activité		52 235	41 347	108 924
<i>en % du CA HT</i>		7,2 %	6,2 %	8,1 %
Charges liées aux stocks options et assimilés		- 1 415	- 1 443	- 2 973
Dotations aux amortissements des actifs incorporels affectés		- 2 448	- 2 426	- 4 855
Résultat opérationnel courant		48 372	37 478	101 096
<i>en % du CA HT</i>		6,7 %	5,7 %	7,5 %
Autres produits et charges opérationnels	6	- 7 810	26 140	2 849
Résultat opérationnel		40 562	63 618	103 945
<i>en % du CA HT</i>		5,6 %	9,6 %	7,7 %
Coût de l'endettement financier net	7	- 3 164	- 2 449	- 6 980
Autres produits et charges financiers	7	- 1 372	15	- 1 439
Charge d'impôt	8	- 14 310	- 13 378	- 32 546
Résultat net des entreprises associées	9	484	2 433	8 430
Résultat net des activités poursuivies		22 200	50 239	71 410
Résultat net des activités cédées		-	-	-
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		22 200	50 239	71 410
<i>en % du CA HT</i>		3,1 %	7,6 %	5,3 %
Intérêts ne conférant pas le contrôle		1	4	8
Part du Groupe		22 199	50 235	71 402
RÉSULTAT PAR ACTION (en euros)				
Résultat de base par action	10	1,86	4,22	6,00
Résultat dilué par action	10	1,83	4,17	5,92

État du résultat global consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013	Exercice 2013
Résultat net de l'ensemble consolidé		22 200	50 239	71 410
Autres éléments du résultat global :				
Écarts actuariels liés aux engagements de retraite		- 3 363	- 1 204	1 236
Effets d'impôts		1 158	430	- 645
Sous-total des éléments non recyclables en résultat		- 2 205	- 774	591
Écarts de conversion		4 062	- 4 356	- 2 826
Variation des instruments financiers dérivés		422	649	623
Éléments relatifs aux entreprises associées		179	274	- 1 955
Éléments relatifs aux activités cédées		-	-	-
Effets d'impôts		66	- 76	- 754
Sous-total des éléments recyclables en résultat		4 729	- 3 509	- 4 912
Total des autres éléments du résultat global nets d'impôts		2 524	- 4 283	- 4 321
RÉSULTAT GLOBAL		24 724	45 956	67 089
Intérêts ne conférant pas le contrôle		1	4	8
Part du Groupe		24 723	45 952	67 081

État de la situation financière consolidée

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Écarts d'acquisition	12	343 968	311 289	317 457
Immobilisations incorporelles		52 410	57 081	54 038
Immobilisations corporelles		53 265	42 731	49 159
Titres de participation mis en équivalence	13	117 504	114 820	118 784
Autres actifs financiers non courants		4 944	4 955	4 924
Impôts différés actifs		28 370	37 837	25 592
Actif non courant		600 461	568 713	569 954
Stocks et en-cours		141	263	205
Clients et comptes rattachés	14	461 185	450 710	442 413
Autres créances courantes		62 925	48 479	63 657
Trésorerie et équivalents de trésorerie		42 780	74 603	102 230
Actif courant		567 031	574 055	608 505
TOTAL DE L'ACTIF		1 167 492	1 142 768	1 178 459

CAPITAUX PROPRES ET PASSIF (en milliers d'euros)	Notes	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Capital		11 920	11 893	11 920
Réserves liées au capital		14 613	11 032	13 192
Réserves consolidées et autres réserves		313 001	259 575	261 389
Résultat de l'exercice		22 199	50 235	71 402
Capitaux propres – part du Groupe		361 733	332 735	357 903
Intérêts ne conférant pas le contrôle		10	5	9
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	15	361 743	332 740	357 912
Emprunts et dettes financières - part à long terme	16	151 819	209 191	135 499
Impôts différés passifs		3 047	17 009	2 133
Provisions pour retraites et engagements assimilés	17	69 482	58 403	58 740
Provisions non courantes	18	12 008	11 874	12 384
Autres dettes non courantes		2 067	3 033	5 196
Passif non courant		238 423	299 510	213 952
Emprunts et dettes financières - part à court terme	16	88 226	81 603	121 310
Fournisseurs et comptes rattachés		62 755	55 156	68 910
Autres dettes courantes		416 345	373 759	416 375
Passif courant		567 326	510 518	606 595
TOTAL DU PASSIF		805 749	810 028	820 547
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF		1 167 492	1 142 768	1 178 459

État des variations des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Autres éléments du résultat global	Total part du Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total
AU 31/12/2012	11 893	9 533	- 307	307 283	- 23 150	305 252	1	305 253
Opérations sur capital	-	99	-	44	-	143	-	143
Paiements fondés sur des actions	-	1 401	-	317	-	1 718	-	1 718
Opérations sur titres autodétenus	-	-	- 306	58	-	- 248	-	- 248
Dividendes ordinaires	-	-	-	- 20 219	-	- 20 219	-	- 20 219
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	137	-	137	-	137
Transactions avec les actionnaires	-	1 500	- 306	- 19 663	-	- 18 469	-	- 18 469
Résultat net de la période	-	-	-	50 235	-	50 235	4	50 239
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	- 4 283	- 4 283	-	- 4 283
Résultat global de la période	-	-	-	50 235	- 4 283	45 952	4	45 956
AU 30/06/2013	11 893	11 033	- 613	337 855	- 27 433	332 735	5	332 740
Opérations sur capital	27	713	-	482	-	1 222	-	1 222
Paiements fondés sur des actions	-	1 446	-	908	-	2 354	-	2 354
Opérations sur titres autodétenus	-	-	314	60	-	374	-	374
Dividendes ordinaires	-	-	-	15	-	15	-	15
Variations de périmètre	-	-	-	355	- 355	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	92	- 18	74	-	74
Transactions avec les actionnaires	27	2 159	314	1 912	- 373	4 039	-	4 039
Résultat net de la période	-	-	-	21 167	-	21 167	4	21 171
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	- 38	- 38	-	- 38
Résultat global de la période	-	-	-	21 167	- 38	21 129	4	21 133
AU 31/12/2013	11 920	13 192	- 299	360 934	- 27 844	357 903	9	357 912
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	1 418	-	723	-	2 141	-	2 141
Opérations sur titres autodétenus	-	-	- 586	11	-	- 575	-	- 575
Dividendes ordinaires	-	3	-	- 22 650	-	- 22 647	-	- 22 647
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	164	24	188	-	188
Transactions avec les actionnaires	-	1 421	- 586	- 21 752	24	- 20 893	-	- 20 893
Résultat net de la période	-	-	-	22 199	-	22 199	1	22 200
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	2 524	2 524	-	2 524
Résultat global de la période	-	-	-	22 199	2 524	24 723	1	24 724
AU 30/06/2014	11 920	14 613	- 885	361 381	- 25 296	361 733	10	361 743

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en milliers d'euros)

	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013	Exercice 2013
Résultat net consolidé (y compris intérêts ne conférant pas le contrôle)	22 200	50 239	71 410
Résultat net d'impôt des activités cédées	-	-	-
Dotations nettes aux amortissements et provisions	11 278	10 354	22 328
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	- 143	- 787	567
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	1 415	1 443	2 973
Autres produits et charges calculés	1 139	- 35 251	- 36 240
Plus et moins-values de cession	6	504	1 481
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	- 484	- 2 433	- 8 431
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	35 411	24 069	54 088
Coût de l'endettement financier net	3 164	2 449	6 980
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	14 310	13 378	32 547
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	52 885	39 896	93 615
Impôt versé (B)	- 13 478	- 15 442	- 36 767
Variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel) (C)	- 49 454	- 50 895	- 1 673
Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)	- 10 047	- 26 441	55 175
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	- 6 390	- 5 977	- 17 110
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	6	125	210
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	- 516	- 931	- 1 165
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	554	56	295
Incidence des variations de périmètre	- 20 294	44 167	41 086
Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)	2 107	1 851	1 851
Variations des prêts et avances consentis	-	-	-
Autres flux liés aux opérations d'investissement	-	-	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)	- 24 533	39 291	25 167
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital	-	99	-
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options	-	-	1 365
Rachats et reventes d'actions propres	- 586	- 306	8
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	-	-	-
■ Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	- 20 219	- 20 204
■ Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	-	-
Variation des emprunts	- 19 391	63 743	- 12 898
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location-financement)	- 3 156	- 2 408	- 6 907
Autres flux liés aux opérations de financement	- 3 111	- 822	- 2 361
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (F)	- 26 244	40 087	- 40 997
Incidence des variations des cours des devises (G)	781	- 561	- 620
Flux net de trésorerie lié aux activités cédées (H)	-	-	-
VARIATION DE TRÉSORERIE NETTE (D+E+F+G+H)	- 60 043	52 376	38 725
Trésorerie d'ouverture	41 185	2 460	2 460
Trésorerie des activités cédées	-	-	-
Trésorerie de clôture	- 18 858	54 836	41 185

Notes aux états financiers consolidés résumés

PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Note 1	Résumé des principales méthodes comptables	18
Note 2	Faits caractéristiques et périmètre de consolidation	19
Note 3	Comparabilité des comptes	21

NOTES SUR L'ÉTAT DU RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ

Note 4	Chiffre d'affaires	22
Note 5	Charges de personnel	23
Note 6	Autres produits et charges opérationnels	23
Note 7	Charges et produits financiers	24
Note 8	Charge d'impôt	24
Note 9	Résultat net des entreprises associées	25
Note 10	Résultats par action	25
Note 11	Information sectorielle	25

NOTES SUR L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Note 12	Écarts d'acquisition	27
Note 13	Titres de participation mis en équivalence	29
Note 14	Clients et comptes rattachés	29
Note 15	Capitaux propres	29
Note 16	Emprunts et dettes financières – Endettement net	30
Note 17	Provisions pour retraites et engagements assimilés	32
Note 18	Provisions non courantes	33

AUTRES INFORMATIONS

Note 19	Transactions avec les parties liées	33
Note 20	Engagements hors bilan et passifs éventuels	34
Note 21	Faits exceptionnels et litiges	34
Note 22	Événements postérieurs à la clôture de la période	34

Sopra Group et ses filiales constituent un groupe de conseil et de services dans le domaine des technologies de l'information avec une offre globale de métiers allant du Conseil à l'Intégration de Systèmes et de Solutions, la Gestion de Patrimoine applicatif et l'Édition de Solutions métier. Sopra Group est une société anonyme de droit français dont le siège social est situé Parc des Glaisins, 3 rue du Pré Faucon, 74942 Annecy-le-Vieux et la Direction Générale 9 bis, rue de Presbourg 75116 Paris.

Elle est cotée sur le marché « Nyse Euronext Paris », compartiment B. Les états financiers consolidés au 30 juin 2014 du groupe Sopra ont été arrêtés par le Conseil d'administration réuni le 24 juillet 2014.

PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Note 1

Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées pour la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Elles ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

1.1. Base de préparation

Les états financiers consolidés au 30 juin 2014 (six mois) ont été préparés conformément :

- aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne. Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission ;
- aux normes IFRS telles que publiées par l'IASB.

Ils ont été établis principalement selon la convention du coût historique, à l'exception des avantages du personnel, des paiements fondés sur des actions, des emprunts et dettes financières et des instruments financiers dérivés évalués en juste valeur.

Les états financiers consolidés au 30 juin 2014 sont conformes aux dispositions de la norme IAS 34 « *Information financière intermédiaire* » modifiée en mai 2010. Ils correspondent à des états financiers intermédiaires résumés et ne comprennent pas toute l'information nécessaire aux états financiers annuels. Ils doivent être lus conjointement avec le document de référence 2013 déposé le 29 avril 2014 auprès de l'AMF sous le n° D.14-0434 et disponible sur le site internet www.sopragroup.com.

Les principes comptables appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés au 30 juin 2014 sont identiques à ceux appliqués dans les états financiers consolidés publiés au 31 décembre 2013.

Divers postes de charges tels que primes annuelles, participation des salariés, impôt sur les bénéfices font l'objet d'une estimation annuelle et sont imputés au semestre au prorata des résultats opérationnels prévisionnels.

1.2. Application de nouvelles normes et interprétations

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes, à savoir :

- amendement à IAS 32 « *Instruments financiers : Présentation Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers* » ;
- IFRS 10 « *États financiers consolidés* », ainsi que les autres normes relatives à la consolidation : IFRS 11 « *Partenariats* », IFRS 12 « *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* », IAS 27 R « *États financiers individuels* » et IAS 28 R « *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* » ;
- amendements IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 « *Modalités de transition* » ;
- amendements IFRS 10, IFRS 11 et IAS 27 « *Entités d'investissement* » ;
- amendement à IAS 36 « *Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers* » ;
- amendement à IAS 39 « *Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture* ».

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes et interprétations non encore adoptées par l'Union européenne pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 à savoir :

- améliorations annuelles (cycle 2010-2012 et 2011-2013) ;
- IFRIC 21 « *Droits ou taxes* » ;
- amendement à IAS 19 « *Régimes à prestations définies : contributions des membres du personnel* » ;
- amendements à IAS 16 et IAS 38 « *Clarification sur les méthodes d'amortissement acceptables* ».

Note 2

Faits caractéristiques et périmètre de consolidation

2.1. Rapprochement Sopra - Steria

Sopra et Steria ont annoncé le 8 avril 2014 un projet de rapprochement amical entre les deux groupes afin de créer un leader européen des services du numérique avec un chiffre d'affaires combiné de 3,1 Md€ et une implantation dans 24 pays regroupant plus de 35 000 professionnels.

Ce projet de rapprochement a pris la forme d'une offre publique d'échange (l'Offre) initiée par Sopra sur la totalité des actions Steria sur la base d'une action Sopra pour quatre actions Steria.

L'Offre a été ouverte le 26 juin 2014 et l'Assemblée générale mixte annuelle de Sopra du 27 juin a approuvé l'émission d'actions Sopra en rémunération des apports à l'Offre.

La Commission Européenne a, au titre du contrôle des concentrations, autorisé l'opération le 14 juillet 2014.

La clôture de l'Offre interviendra le 30 juillet 2014, les résultats seront publiés le 6 août et le règlement-livraison interviendra le 12 août. En cas de succès, l'Offre sera réouverte du 18 août au 5 septembre 2014. Le succès de l'Offre initiale est soumis à la condition suspensive suivante : l'apport des actions groupe Steria SCA (y compris l'apport fait par le FCPE Steriaactions) doit représenter au moins 60 % du capital social et des droits de vote sur une base totalement diluée.

L'offre publique d'échange sera immédiatement suivie d'opérations de réorganisation et de fusions qui font partie intégrante du projet de regroupement tel qu'indiqué dès l'annonce de l'opération publiée le 8 avril 2014. Il est prévu qu'elles soient réalisées avant le 31 décembre 2014 afin de permettre une intégration opérationnelle entre les deux groupes la plus rapide possible et de dégager les synergies annoncées. La procédure d'information consultation des instances représentatives du personnel de Sopra et de Steria est déjà engagée depuis mi-juin 2014.

2.2. Entrées dans le périmètre de consolidation

COR&FJA Banking Solutions – Sopra a finalisé le 18 février 2014 l'acquisition, par l'intermédiaire de sa filiale Sopra Banking Software, de 100 % du capital de COR&FJA Banking Solutions GmbH.

Cette acquisition permet à Sopra Banking Software de servir sa stratégie à l'international en s'établissant sur le marché allemand. Les références actuelles de COR&FJA Banking Solutions, combinées à l'expertise reconnue de Sopra Banking Software, permettront de proposer une offre sectorielle nouvelle à un portefeuille client élargi.

COR&FJA Banking Solutions GmbH opère en tant que filiale indépendante depuis une réorganisation interne de sa maison mère intervenue à l'été 2013. Le chiffre d'affaires généré par COR&FJA Banking Solutions GmbH était de 23,3 M€ sur l'exercice 2012, dont 10,3 M€ en maintenance.

Les activités de COR&FJA Banking Solutions GmbH sont entrées au périmètre de consolidation depuis le 1^{er} janvier 2014.

Cette société a été renommée en Sopra Banking Software GmbH.

Activité HR Access Service d'IBM – Sopra Group, par l'intermédiaire de sa filiale Sopra HR Software, a finalisé le 30 juin 2014 l'acquisition de l'activité HR Access Service jusqu'alors détenue par IBM France.

L'activité HR Access Service offre à Sopra une proximité renforcée avec sa clientèle et une expertise enrichie sur le marché des services associés aux solutions dédiées aux Ressources Humaines.

La transaction a pris la forme d'une cession partielle de fonds de commerce. Cette activité intègre Sopra HR Software et est consolidée à compter du 30 juin 2014.

2.3. Sorties de périmètre

Il n'y a pas eu de sortie du périmètre de consolidation au cours du 1^{er} semestre 2014.

2.4. Liste des entreprises consolidées au 1^{er} semestre 2014

Société	Pays	% contrôle	% intérêt	Méthode de consolidation
INTÉGRATION DE SYSTÈMES ET SOLUTIONS				
Sopra Group	France	-	-	Société mère
Sopra Group Holding Ltd	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Group C&SI Ltd	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Belux	Belgique	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Luxembourg	Luxembourg	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Group GmbH	Allemagne	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Informatique	Suisse	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Group SpA	Italie	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Group Informatica SA	Espagne	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Group Euskadi SL	Espagne	100,00 %	100,00 %	IG
PROFit Gestao Informatica Lda	Portugal	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra India Private Ltd	Inde	100,00 %	100,00 %	IG
SOPRA BANKING SOFTWARE				
Sopra Banking Software	France	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Banking Software Ltd	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Banking Software Belgium	Belgique	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Banking Software Luxembourg	Luxembourg	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Banking Software GmbH	Allemagne	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Banking Software Singapore Pte Ltd	Singapour	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Banking Software Morocco	Maroc	100,00 %	100,00 %	IG
Sopra Software Cameroun	Cameroun	95,00 %	95,00 %	IG
HR ACCESS				
Sopra HR Software	France	100,00 %	100,00 %	IG
HR Access Solutions UK Ltd	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	IG
HR Access Solutions Belgium BVBA	Belgique	100,00 %	100,00 %	IG
HR Access Solutions Luxembourg Sarl	Luxembourg	100,00 %	100,00 %	IG
HR Access Solutions GmbH	Allemagne	100,00 %	100,00 %	IG
HR Access Solutions Suisse Sarl	Suisse	100,00 %	100,00 %	IG
HR Access Solutions Italy Srl	Italie	100,00 %	100,00 %	IG
HR Access Solutions Spain SL	Espagne	100,00 %	100,00 %	IG
HR Access Solutions Tunisie International Sarl	Tunisie	100,00 %	100,00 %	IG
HR Access Solutions Maroc Sarl	Maroc	100,00 %	100,00 %	IG
GROUPE AXWAY	France	25,61 %	25,61 %	MEQ

IG : intégration globale.

MEQ : mise en équivalence.

Note 3

Comparabilité des comptes

3.1. Effet des acquisitions

Les acquisitions réalisées au cours du 1^{er} semestre 2014 ont un impact individuel et cumulé sur le compte de résultat et les principaux indicateurs d'activité du Groupe inférieur au seuil de

signification (25 %) requis par le Règlement Général de l'AMF (art. 222-2) pour l'établissement d'informations pro-forma.

Les principaux impacts de ces acquisitions sur les comptes du 1^{er} semestre 2014 sont les suivants :

I CONTRIBUTION DES SOCIÉTÉS ACQUISES AU CHIFFRE D'AFFAIRES ET AU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL D'ACTIVITÉ

(en millions d'euros)	30/06/2014			30/06/2013
	Hors acquisitions	Contribution des acquisitions	Publié	Publié
Chiffre d'affaires	710,8	11,5	722,3	661,0
Résultat opérationnel courant	47,5	0,9	48,4	37,5

I IMPACT DES ACQUISITIONS 2014 SUR LE POSTE ÉCARTS D'ACQUISITION

Cf. note 12.

I INCIDENCE DES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE SUR L'ENDETTEMENT NET

(en milliers d'euros)	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013
Coût des acquisitions décaissé (hors compléments de prix)	23 000	1 500
Endettement net/Trésorerie nette des sociétés acquises	- 2 706	42 667
Compléments de prix décaissés au titre d'acquisitions antérieures	-	-
TOTAL	20 294	44 167

3.2. Reclassement sectoriel

Afin d'être conforme à l'organisation opérationnelle, la présentation des résultats sectoriels a évolué : le secteur Autres Solutions intègre en 2014 d'une part l'activité d'HR Access, d'autre part les activités Solutions Ressources Humaines et Solutions Immobilier qui étaient

présentées en 2013 dans le secteur CISS France. Les données 2013 concernant le chiffre d'affaires, le résultat et les écarts d'acquisition ventilés par secteur ont été retraitées pour tenir compte de ce reclassement.

NOTES SUR L'ÉTAT DU RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ

Note 4

Chiffre d'affaires

4.1. Activité par métiers

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2014		1 ^{er} semestre 2013 reclassé *		1 ^{er} semestre 2013 publié	
CISS France	393,3	54,4 %	381,0	57,6 %	413,7	62,6 %
ISS Europe	129,9	18,0 %	122,9	18,6 %	122,9	18,6 %
Sopra Banking Software	120,7	16,7 %	107,8	16,3 %	107,8	16,3 %
Autres Solutions	78,4	10,9 %	49,3	7,5 %	16,6	2,5 %
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	722,3	100,0 %	661,0	100,0 %	661,0	100,0 %

* Reclassement sectoriel : cf. note 3.2.

4.2. Activité par marchés

	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013
Services Financiers	35,7 %	33,8 %
Services/Transports/Utilities	20,1 %	20,1 %
Secteur Public	17,4 %	16,0 %
Industrie	14,4 %	15,8 %
Télécoms & Média	7,8 %	9,7 %
Distribution	4,6 %	4,6 %
TOTAL	100,0 %	100,0 %

4.3. Activité internationale

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2014		1 ^{er} semestre 2013	
CISS France *	15,4	2,1 %	18,3	2,8 %
ISS Europe	129,8	18,0 %	122,9	18,6 %
Sopra Banking Software	81,4	11,3 %	71,9	10,9 %
Autres Solutions	13,1	1,8 %	5,4	0,8 %
Total chiffres d'affaires international	239,7	33,2 %	218,5	33,1 %
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	722,3	100,0 %	661,0	100,0 %

* Part export.

Note 5 Charges de personnel

5.1. Tableau d'analyse

(en milliers d'euros)

	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013
Salaires et traitements	362 032	325 438
Charges sociales	136 724	128 676
Participation et intéressement des salariés	22	1 248
TOTAL	498 778	455 362

5.2. Effectif

Effectif fin de période	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013
France	10 765	10 402
International	6 395	5 699
TOTAL	17 160	16 101

Effectif moyen	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013
France	10 580	10 156
International	6 289	5 599
TOTAL	16 869	15 755

Note 6 Autres produits et charges opérationnels

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013
Frais liés aux acquisitions (honoraires, commissions...)	- 0,1	- 1,9
Frais liés au regroupement entre Sopra et Steria	- 4,6	-
Coûts de restructuration	- 2,9	- 6,7
■ dont intégration et réorganisation des activités	- 0,1	- 0,5
■ dont coût des départs	- 2,8	- 2,9
■ dont autres coûts non récurrents	-	- 3,3
Autres charges opérationnelles	- 0,2	- 0,7
Total des charges opérationnelles	- 7,8	- 9,3
Profit lié au « badwill » HR Access	-	35,4
Total des produits opérationnels	-	35,4
TOTAL	- 7,8	26,1

Note 7

Charges et produits financiers

7.1. Coût de l'endettement financier net

(en milliers d'euros)

	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	258	200
Charges d'intérêt	- 2 782	- 2 896
Résultat des couvertures (différentiel de taux)	- 477	- 609
Incidence de la variation de valeur des emprunts syndiqués	- 163	856
TOTAL	- 3 164	- 2 449

Le taux moyen des emprunts après prise en compte des couvertures est de 2,46 % sur le premier semestre 2014, contre 2,35 % sur le premier semestre 2013. En tenant compte des découverts bancaires, le taux moyen des financements est de 2,22 % sur le premier semestre 2014, contre 2,11 % au premier semestre 2013.

7.2. Autres produits et charges financières

(en milliers d'euros)

	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013
Gains et pertes de change	- 1 214	499
Reprises de provisions	57	-
Produits de cession des actifs financiers cédés	-	-
Autres produits financiers	58	70
Total des autres produits financiers	115	70
Dotations aux provisions	- 20	-
Actualisation des engagements de retraite	- 816	- 650
Actualisation de la participation des salariés	255	258
Variation de valeur des instruments financiers dérivés	305	- 69
Valeurs nettes comptables des actifs financiers cédés	-	-
Autres charges financières	3	- 93
Total des autres charges financières	- 273	- 554
TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	- 1 372	15

Note 8

Charge d'impôt

(en milliers d'euros)

	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013
Impôts courants	12 750	15 577
Impôts différés	1 560	- 2 199
TOTAL	14 310	13 378

Note 9 Résultat net des entreprises associées

Le résultat du 1^{er} semestre 2014 enregistre :

- la quote-part du résultat d’Axway pour la période (25,61 % de 2 758 k€), soit 706 k€ ;
- l’impact de la dilution dans le capital d’Axway, soit (-) 222 k€.

Note 10 Résultats par action

(en euros)	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013
Résultat net - part du Groupe	22 199 603	50 234 771
Nombre moyen pondéré d’actions ordinaires en circulation	11 919 583	11 893 486
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION	1,86	4,22

(en euros)	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013
Résultat net - part du Groupe	22 199 603	50 234 771
Nombre moyen pondéré d’actions ordinaires en circulation	11 919 583	11 893 486
Nombre moyen pondéré de titres retenus au titre des éléments dilutifs	197 501	159 458
Nombre moyen pondéré d’actions pour le calcul du résultat net dilué par action	12 117 084	12 052 944
RÉSULTAT DILUE PAR ACTION	1,83	4,17

Les modalités de calcul des résultats par action sont décrites à la note 1.23 du document de référence 2013. Les seuls instruments dilutifs sont les stock-options présentées à la note 25.2 du document de référence 2013 et les actions gratuites présentées à la note 25.3 du document de référence 2013.

N’ont été prises en compte dans le calcul du résultat dilué par action que les actions ordinaires potentielles dilutives, à l’exclusion

de celles qui ont un effet relatif. Peuvent être considérées comme relatives les actions ordinaires potentielles résultant d’options de souscription d’actions dont le prix d’exercice augmenté de la juste valeur des services restant à recevoir des titulaires d’options est supérieur au cours moyen de l’action (83,01 €) pendant la période. Il n’existe pas d’actions potentielles ayant un effet relatif au 30 juin 2014.

Note 11 Information sectorielle

11.1. Ventilation géographique du chiffre d’affaires

(en millions d’euros)	France	Royaume-Uni	Espagne	Autres pays d’Europe	Autres zones	Total
1 ^{er} semestre 2013	442,5	59,6	40,2	96,0	22,7	661,0
1^{er} semestre 2014	482,6	60,6	49,1	106,1	23,9	722,3

11.2. Résultats sectoriels

a. France

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre 2014		1 ^{er} semestre 2013 reclassé *		1 ^{er} semestre 2013 publié	
Chiffre d'affaires	393,3		381,0		413,7	
Résultat opérationnel d'activité	32,7	8,3 %	28,4	7,5 %	31,0	7,5 %
Résultat opérationnel courant	31,7	8,1 %	27,3	7,2 %	29,9	7,2 %
Résultat opérationnel	27,5	7,0 %	26,8	7,0 %	29,5	7,1 %

b. Europe

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre 2014		1 ^{er} semestre 2013 reclassé *		1 ^{er} semestre 2013 publié	
Chiffre d'affaires	129,9		122,9		122,9	
Résultat opérationnel d'activité	2,7	2,1 %	3,5	2,8 %	3,5	2,8 %
Résultat opérationnel courant	2,4	1,8 %	3,3	2,7 %	3,3	2,7 %
Résultat opérationnel	2,4	1,8 %	2,9	2,4 %	2,9	2,4 %

c. Sopra Banking Software

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre 2014		1 ^{er} semestre 2013 reclassé *		1 ^{er} semestre 2013 publié	
Chiffre d'affaires	120,7		107,8		107,8	
Résultat opérationnel d'activité	7,4	6,1 %	10,5	9,7 %	10,5	9,7 %
Résultat opérationnel courant	4,9	4,1 %	8,0	7,4 %	8,0	7,4 %
Résultat opérationnel	4,8	4,0 %	7,9	7,3 %	7,9	7,3 %

d. Autres Solutions

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre 2014		1 ^{er} semestre 2013 reclassé *		1 ^{er} semestre 2013 publié	
Chiffre d'affaires	78,4		49,3		16,6	
Résultat opérationnel d'activité	9,4	12,0 %	- 1,1	- 2,2 %	- 3,7	- 22,3 %
Résultat opérationnel courant	9,4	12,0 %	- 1,1	- 2,2 %	- 3,7	- 22,3 %
Résultat opérationnel	9,0	11,5 %	26,0	52,7 %	23,3	140,4 %

e. Non affecté

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre 2014		1 ^{er} semestre 2013 reclassé *		1 ^{er} semestre 2013 publié	
Chiffre d'affaires	-		-		-	
Résultat opérationnel d'activité	-		-		-	
Résultat opérationnel courant	-		-		-	
Résultat opérationnel	- 3,1		-		-	

f. Groupe

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre 2014		1 ^{er} semestre 2013 reclassé *		1 ^{er} semestre 2013 publié	
Chiffre d'affaires	722,3		661,0		661,0	
Résultat opérationnel d'activité	52,2	7,2 %	41,3	6,2 %	41,3	6,2 %
Résultat opérationnel courant	48,4	6,7 %	37,5	5,7 %	37,5	5,7 %
Résultat opérationnel	40,6	5,6 %	63,6	9,6 %	63,6	9,6 %

* Reclassement sectoriel : cf. note 3.2.

NOTES SUR L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Note 12

Écarts d'acquisition

12.1. Tableau de variation des écarts d'acquisition

Les mouvements intervenus au cours du 1^{er} semestre 2014 sont les suivants :

(en milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette comptable
31 décembre 2013	398 514	81 057	317 457
Acquisitions			
COR&FJA	12 424	-	12 424
Activité HR Access Service d'IBM	11 401	-	11 401
Ajustements sur regroupements d'entreprises	-	-	-
Dépréciations	-	-	-
Écarts de conversion	3 850	1 164	2 686
30 JUIN 2014	426 189	82 221	343 968

12.2. Détermination des écarts d'acquisition constatés au titre des regroupements d'entreprises de l'exercice

Les écarts d'acquisition constatés au cours du 1^{er} semestre 2014 concernent les acquisitions de la société COR&FJA en Allemagne à hauteur de 100 %, et de l'activité HR Access Service d'IBM France à hauteur de 100 %. Ils ont été évalués à la date d'acquisition de ces activités selon la méthode énoncée à la note 1.6 du document de référence 2013.

(en milliers d'euros)	COR&FJA	HR Access Service	Total
Prix d'acquisition	13 000	10 495	23 495
Valeur actualisée des compléments de prix	-	-	-
Coût d'acquisition	13 000	10 495	23 495
Juste valeur des actifs nets acquis	576	- 906	- 330
ÉCART D'ACQUISITION	12 424	11 401	23 825

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3, l'identification des actifs acquis et des passifs assumés ainsi que leurs évaluations ont été revues afin de prendre en compte de manière appropriée toutes les informations disponibles à la date d'acquisition.

Ces écarts d'acquisition font l'objet d'une affectation provisoire, des évaluations étant en cours concernant les différents éléments incorporels acquis (progiciels, relations clients...). L'affectation des écarts d'acquisition sera rendue définitive dans le délai d'affectation de douze mois.

Le détail de la juste valeur des actifs nets des entreprises acquises est présenté ci-dessous :

<i>(en milliers d'euros)</i>	COR&FJA	HR Access Service	Total
Actifs incorporels affectés	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	40	-	40
Immobilisations corporelles	66	-	66
Impôts différés	144	1 373	1 517
Clients et comptes rattachés	4 438	-	4 438
Autres actifs	305	-	305
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 706	-	2 706
Emprunts et dettes financières	-	-	-
Provisions retraites et engagements assimilés	-	- 2 279	- 2 279
Provisions pour risques et charges	- 2 987	-	- 2 987
Fournisseurs et comptes rattachés	- 1 314	-	- 1 314
Autres passifs	- 2 822	-	- 2 822
JUSTE VALEUR DES ACTIFS NETS ACQUIS	576	- 906	- 330

12.3. Répartition des écarts d'acquisition par UGT

Le Groupe a retenu une segmentation en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) homogène avec l'organisation opérationnelle des métiers, le système de pilotage et de reporting et l'information sectorielle.

La synthèse des valeurs nettes comptables des écarts d'acquisition affectés aux UGT est présentée ci-dessous :

<i>(en milliers d'euros)</i>		30/06/2014	31/12/2013 reclassé *	31/12/2013 publié
CISS France	France	49 783	49 700	52 495
ISS Europe	Royaume-Uni	51 540	49 549	49 549
	Espagne	51 297	51 297	51 297
	Italie	8 119	8 119	8 119
	Autres pays	-	-	-
Sopra Banking Software		170 799	157 763	155 997
Autres Solutions		12 430	1 029	-
TOTAL		343 968	317 457	317 457

* Reclassement sectoriel : cf. note 3.2.

12.4. Tests de dépréciation

Le Groupe a procédé à une revue de ses actifs incorporels significatifs pour voir si apparaissaient des indices de pertes de valeur conduisant à mettre en œuvre des tests de dépréciation. Aucun indice n'ayant été constaté, il n'a pas été nécessaire de pratiquer ces tests. En conséquence, aucune dépréciation n'a été comptabilisée.

Note 13

Titres de participation mis en équivalence

(en milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette comptable
31 décembre 2013	136 721	17 937	118 784
Variations de périmètre	-	-	-
Opérations sur capital	260	-	260
Dividendes versés	- 2 103	-	- 2 103
Résultat net	706	-	706
Écarts de conversion	288	-	288
Variation du pourcentage d'intérêts	- 489	-	- 489
Autres mouvements	58	-	58
30 JUIN 2014	135 441	17 937	117 504

Au 30 juin 2014, les titres Axway détenus par Sopra Group (5 263 435 actions représentant 25,61 % du capital) ont été évalués à 117,5 M€, correspondant à la valeur d'utilité de la

participation. La valeur de marché des titres nette des coûts de cession (sur la base du cours de clôture du 30 juin 2014 égal à 22,73 €) s'élève à 117,2 M€.

Note 14

Clients et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	30/06/2014	31/12/2013
Créances clients - valeur brute	287 345	328 052
Factures à établir	192 214	134 140
Avoirs à établir	- 9 982	- 11 988
Dépréciation des créances clients	- 8 392	- 7 791
TOTAL	461 185	442 413

Le poste *Clients nets*, exprimé en mois d'activité s'établit au 30 juin 2014 à environ 2,4 mois d'activité, contre 2,3 au 31 décembre 2013 et 2,5 au 30 juin 2013.

Note 15

Capitaux propres

L'état des variations des capitaux propres consolidés figure à la page 15.

15.1. Évolution du capital social

Il n'y a pas eu de mouvement au cours du 1^{er} semestre 2014.

Le capital social de Sopra Group s'élève au 30 juin 2014 à 11 919 583 €. Il est composé de 11 919 583 actions entièrement libérées d'une valeur nominale de 1 €.

15.2. Plan d'options de souscription d'actions

14 911 options ont été annulées, leurs bénéficiaires ayant quitté l'entreprise avant la fin de la période d'acquisition de leurs droits.

Aucune option de souscription n'a été exercée au cours du 1^{er} semestre 2014.

Il n'y a pas eu de nouvelle attribution d'options au cours du 1^{er} semestre 2014.

Le nombre d'actions pouvant être créées par exercice des options déjà attribuées s'élève à 163 173 et le nombre d'actions

encore attribuables au 30 juin 2014 est de 427 799, soit un nombre maximal d'actions à créer au titre des levées d'options égal à 590 972 actions.

Le montant comptabilisé au cours du 1^{er} semestre 2014 au titre du coût des services rendus par les bénéficiaires de stock-options, conformément à la méthode indiquée à la note 1.16 *Paievements fondés sur des actions* du document de référence 2013, est de 79 k€.

15.3. Plan d'attribution d'actions gratuites

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 « *Paievement en actions* », la juste valeur des actions gratuites accordées calculée à la date d'attribution des droits est comptabilisée en charges sur la période d'acquisition de ces droits, soit deux à quatre ans. Cette charge s'élève à 1 430 k€ au titre du 1^{er} semestre 2014.

15.4. Opération sur titres autodétenus

Au 30 juin 2014, Sopra Group détenait 10 743 de ses propres actions, acquises dans le cadre des programmes de rachat autorisés par l'Assemblée générale, pour un montant total de 886 k€, soit un prix moyen d'achat de 82,46 €. La valorisation des titres autodétenus au cours moyen de clôture de juin 2014 (83,04 €) s'élève à 892 k€.

Ces titres représentent 0,09 % du nombre total d'actions en circulation au 30 juin 2014.

Toutes les opérations concernant les actions autodétenues sont imputées directement sur les capitaux propres. L'impact sur le 1^{er} semestre 2014 est de (-) 575 k€.

15.5. Dividendes

L'Assemblée générale mixte de Sopra Group réunie le 27 juin 2014 a décidé de distribuer un dividende ordinaire de 22 647 k€ au titre de l'exercice 2013, soit 1,90 € par action. Ce dividende a été mis en paiement le 8 juillet 2014. Le dividende versé au titre de l'exercice précédent s'élevait à 20 219 k€, soit 1,70 € par action.

Note 16

Emprunts et dettes financières – Endettement net

(en milliers d'euros)	Courant	Non courant	30/06/2014	31/12/2013
Emprunts bancaires	18 326	122 946	141 272	158 336
Dettes liées aux contrats de location-financement	3 983	5 961	9 944	7 563
Participation des salariés	4 280	22 834	27 114	29 813
Autres dettes financières diverses	-	78	78	52
Concours bancaires courants	61 637	-	61 637	61 045
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	88 226	151 819	240 045	256 809
Valeurs mobilières de placement	- 4	-	- 4	- 4
Disponibilités	- 42 775	-	- 42 775	- 102 226
ENDETTEMENT NET	45 447	151 819	197 266	154 579

16.1. Emprunts bancaires

À fin juin 2014, le Groupe dispose des lignes de crédit suivantes :

(en millions d'euros)	Date de mise en place	Date d'échéance	Montant notionnel à l'origine	Montant autorisé au 30/06/2014	Réductions 2 ^{ème} semestre 2014	Montant autorisé au 31/12/2014
Crédit revolving	Juin 2011	Juin 2018	150	150	-	150
Crédit renouvelable/Crédit à terme	Juin 2012	Juin 2017	128	96	8	88
				246	8	238

Les conditions bancaires applicables sont les suivantes :

- le taux d'intérêt est égal à l'Euribor ou au Libor afférent à la période de tirage concernée, auquel s'ajoute une marge ajustée semestriellement en fonction du ratio d'endettement financier net sur l'excédent brut d'exploitation. L'endettement financier net considéré ne prend pas en compte la dette de participation des salariés mais intègre les dettes liées aux compléments de prix sur acquisitions ;
- ces lignes sont soumises à une commission de non-utilisation.

Trois ratios financiers doivent être respectés au titre des covenants. Sur la base des états financiers au 30 juin 2014, ils se situent à un niveau inférieur aux limites fixées par les contrats bancaires.

16.2. Couverture des emprunts

Des contrats de couverture ont été mis en place parallèlement à la souscription des lignes de crédit syndiqué.

Le taux d'intérêt applicable sur ces lignes est l'Euribor : l'objectif est donc de se prémunir contre les risques de hausse de ce taux.

Au 30 juin 2014, cinq contrats de type swap sont en cours (échange de l'Euribor 3 mois contre un taux fixe). Ils ont été mis en place en juin 2012 lors de la souscription d'une nouvelle ligne de crédit syndiqué, et y sont adossés en terme de notionnel et de maturité (2017).

Au 30 juin 2014, la valorisation de ces différents contrats de couverture est de (-) 2,0 M€ (intégralement au passif) contre (-) 1,6 M€ au 31 décembre 2013.

Ces contrats bénéficiant de la qualification de couverture parfaite au sens de la norme IAS 39, l'écart de valorisation de (-) 0,4 M€ impacte les capitaux propres.

16.3. Synthèse de l'exposition au risque de taux d'intérêt

	Taux	30/06/2014	Moins d'1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Valeurs mobilières de placement	Taux variable	4	4	-	-	-	-	-
Disponibilités	Taux fixe	42 775	42 775	-	-	-	-	-
	Taux fixe	42 775	42 775	-	-	-	-	-
Actifs financiers	Taux variable	4	4	-	-	-	-	-
Emprunts bancaires	Taux variable	- 141 272	- 18 326	- 17 420	- 1 646	- 103 880	-	-
Dettes de location-financement	Taux fixe	- 9 944	- 3 983	- 3 039	- 2 064	- 858	-	-
Participation des salariés	Taux fixe	- 27 114	- 4 280	- 6 279	- 9 485	- 4 152	- 2 918	-
Autres dettes financières	Taux fixe	- 78	-	-	-	-	-	- 78
Concours bancaires courants	Taux variable	- 61 637	- 61 637	-	-	-	-	-
	Taux fixe	- 37 136	- 8 263	- 9 318	- 11 549	- 5 010	- 2 918	- 78
Passifs financiers	Taux variable	- 202 909	- 79 963	- 17 420	- 1 646	- 103 880	-	-
	Taux fixe	5 639	34 512	- 9 318	- 11 549	- 5 010	- 2 918	- 78
EXPOSITION NETTE AVANT COUVERTURE	Taux variable	- 202 905	- 79 959	- 17 420	- 1 646	- 103 880	-	-
Instrument de couverture de taux	Swaps payeurs de taux fixe	96 000	16 000	16 000	-	64 000	-	-
	Taux fixe	- 90 361	18 512	- 25 318	- 11 549	- 69 010	- 2 918	- 78
EXPOSITION NETTE APRÈS COUVERTURE	Taux variable	- 106 905	- 63 959	- 1 420	- 1 646	- 39 880	-	-

Note 17

Provisions pour retraites et engagements assimilés

Ces provisions concernent principalement des régimes à prestations définies, non financés par des actifs de couverture, en France, en Italie et en Allemagne.

(en milliers d'euros)	01/01/2014	Variation de périmètre	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	Variation des écarts actuariels	Autres mouvements	30/06/2014
France	51 214	2 279	2 817	- 270	-	3 362	-	59 402
Italie	5 918	-	574	- 262	-	-	- 41	6 189
Allemagne	1 608	2 245	69	- 31	-	-	-	3 891
TOTAL	58 740	4 524	3 460	- 563	-	3 362	- 41	69 482
Impact (net des charges encourues)								
Résultat opérationnel courant			2 644		-			
Résultat financier			816		-			
TOTAL			3 460		-			

En France, le régime à prestations définies concerne le versement d'indemnités de départ en retraite. Le Groupe provisionne ses engagements envers les salariés en application des dispositions de la convention collective Syntec relatives au départ et à la mise à la retraite, dispositions modifiées en 2004 à la suite de la Loi

du 21 août 2003 portant réforme des retraites. La provision d'indemnités de départ en retraite est évaluée de manière actuarielle suivant les modalités exposées à la note 1.18 du document de référence 2013.

I TABLEAU D'ÉVOLUTION DE LA PROVISION POUR INDEMNITÉS DE DÉPART EN RETRAITE (FRANCE)

(en milliers d'euros)	Valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies	Comptabilisation en compte de résultat
31 décembre 2013	51 214	4 371
Mouvements de périmètre	2 279	-
Coût des services rendus	2 025	-
Coût financier	792	1 755
Prestations servies aux salariés	- 270	792
Variation des écarts actuariels	3 362	-
30 JUIN 2014	59 402	2 547

Les principales hypothèses actuarielles retenues au titre de ce régime sont les suivantes pour les périodes considérées :

	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Indice de référence pour l'actualisation	Source : Bloomberg	Source : Bloomberg	Source : Bloomberg
Taux d'actualisation des engagements	2,20 % à 2,30 %	2,40 % à 2,60 %	2,90 %
Taux d'augmentation future des salaires	2,50 %	2,50 %	2,50 %
Age de départ à la retraite	65 ans	65 ans	65 ans
Table de mortalité	Insee 2008-2010	Insee 2008-2010	Insee 2008-2010

En Italie, le régime à prestations définies est relatif au service des indemnités légales de fin de contrat (*Trattamento di Fine Rapporto*). Ces indemnités sont calculées sur la base d'une quote-part du salaire brut annuel et sont indexées sur l'indice des prix ISTAT.

Note 18

Provisions non courantes

(en milliers d'euros)	01/01/2014	Variation de périmètre	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	Autres mouvements	30/06/2014
Provisions pour litiges	2 195	-	456	- 401	- 40	-	2 210
Provisions pour garanties	1 064	210	266	-	-	300	1 840
Provisions pour pertes à terminaison	1 911	395	-	- 1 011	-	-	1 295
Autres provisions pour risques	620	137	-	-	-	- 281	476
Sous-total provisions pour risques	5 790	742	722	- 1 412	- 40	19	5 821
Provisions pour impôts	6 504	-	1 987	- 1 548	- 875	- 19	6 049
Autres provisions pour charges	90	-	48	-	-	-	138
Sous-total provisions pour charges	6 594	-	2 035	- 1 548	- 875	- 19	6 187
TOTAL	12 384	742	2 757	- 2 960	- 915	-	12 008
Impact (net des charges encourues)							
Résultat opérationnel courant			770		- 40		
Résultat opérationnel			-		-		
Résultat financier			-		-		
Charge d'impôt			1 987		- 875		
TOTAL			2 757		- 915		

AUTRES INFORMATIONS

Note 19

Transactions avec les parties liées

Les accords conclus avec des parties liées au groupe Sopra ont été identifiés dans le document de référence Sopra 2013, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2014, dans la note 35 « Transactions avec les parties liées ».

En dehors de ceux décrits dans le document de référence 2013, il n'y a pas eu de nouveaux accords avec des parties liées au groupe Sopra au cours du premier semestre 2014 à l'exception de la transaction décrite ci-après.

Au cours de sa réunion du 4 juin 2014, le Conseil d'administration de Sopra Group, après prise en compte des recommandations du Comité des rémunérations et vérification de la réalisation des conditions de performance applicables, a autorisé dans l'intérêt de la Société, au titre de l'article L.225-42-1, la conclusion d'une transaction avec M. Pascal Leroy faisant suite à la révocation de son mandat de directeur général et à la cessation de son contrat de travail.

Conformément à la recommandation du code Afep-Medef, les modalités d'indemnisation de M. Pascal Leroy au titre de son mandat social incluent des conditions de performance. Le conseil d'administration s'est par ailleurs assuré que les indemnités prévues au titre de la révocation de son mandat social et de la cessation de son contrat de travail dans la transaction conclue avec M. Pascal Leroy n'excédaient pas deux années de rémunération fixe et variable.

Les charges enregistrées au titre de cette transaction dans la rubrique « Autres produits et charges opérationnels » pour un montant de 1,5 M€ comprennent notamment l'indemnité transactionnelle, l'indemnité conventionnelle de licenciement, l'indemnité de non-concurrence, l'indemnité compensatrice de préavis, les charges afférentes et la levée de la condition de présence relative à l'exercice d'options de souscription d'actions.

Note 20

Engagements hors bilan et passifs éventuels

Les engagements hors bilan du Groupe sont ceux consentis ou reçus par Sopra Group et ses filiales. Ils n'ont pas varié de manière significative par rapport au 31 décembre 2013.

Concernant les crédits syndiqués en-cours, le Groupe respecte les covenants et engagements inclus dans ces contrats.

Note 21

Faits exceptionnels et litiges

À la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige ou de fait exceptionnel susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, l'activité, le patrimoine ou les résultats de la Société ou du Groupe.

Note 22

Événements postérieurs à la clôture de la période

Souscription à l'émission d'obligations convertibles CS Communication & Systèmes

La société CS Communication & Systèmes a lancé début juillet la souscription d'un emprunt obligataire d'un montant nominal de 12 006 720 €, représenté par 33 352 obligations convertibles d'une valeur nominale de 360 €.

Conformément à son engagement de souscription qui portait sur l'intégralité du montant de l'émission, Sopra Group s'est vu attribuer 22 300 obligations, soit 66,9 % du montant total de l'émission.

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Sopra Group, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2014 au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le Rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le Rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris et à Courbevoie, le 31 juillet 2014

Les Commissaires aux comptes

Auditeurs & Conseils Associés

François Mahé

Mazars

Christine Dubus

Attestation du Responsable du Rapport financier semestriel

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes présentés dans le Rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du groupe Sopra, et que le Rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus au cours des six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre les parties liées, ainsi que des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 5 août 2014

Vincent Paris
Directeur Général

Design : **INCREA**

Conception & réalisation  **Labrador** +33 (0)1 53 06 30 80



Direction Générale
9 bis, rue de Presbourg
FR 75116 Paris
Tél. : +33 (0)1 40 67 29 29
Fax : + 33 (0)1 40 67 29 30
accueil@sopra.com
www.sopragroup.com